GILLES BOYVINET

Le 31 octobre 1672, Gilles Boyvinet, avocat de la cour du parlement de Paris, présente au Conseil Souverain de Québec une requête demandant à être installé en la charge de lieutenant général (juge) de la ville des Trois-Rivières, de laquelle il se dit pourvu par des provisions (nomination provisoire) qu'il a obtenues de M. Jean Talon, intendant de justice, police et finances en Canada, sous la date du 26 du présent mois. Le Conseil sanctionne cette nomination, et on la renouvella le 15 avril 1675 lorsque le roi reprit le Canada des mains de la compagnie des Indes (*Conseil Souverain*, I, 700).

Le 16 juillet 1673, aux Trois-Rivières, Monsieur Gilles Boisvinet, lieutenant général, est parrain d'une petite algonquine. La marraine est Marie-Anne Le Neuf, femme de M. de Bécancour.

Le comte de Frontenac écrit au ministre des colonies, le 13 novembre 1673 : " Il y a un lieutenant général aux Trois-Rivières, nommé le sieur de Boyvinet, que M. Talon établit l'an passé, qui s'acquitte avec grand soin et intégrité de sa charge, qui suivant ce que je lui ai fait connaître de nos intentions, accommode plus de procès qu'il n'en juge. Cependant, je vois que messieurs de la Compagnie (la compagnie des Indes) dans l'état qu'ils ont dressé des charges indispensables, ne l'ont couché que pour 250 livres, qui est une somme trop modique pour le faire subsister et lui donner moyen de continuer ses fonctions avec autant de désintéressement qu'il a fait jusqu'ici. C'est pourquoi j'ai cru que vous ne trouveriez pas mauvais que de 700 livres qui restent de revenant bon sur l'état des dites charges, j'en prisse 350 pour faire aller ses appointements jusqu'à la somme de 600 livres. afin qu'il ait moyen de subsister honnêtement et de pouvoir fournir aux dépenses qu'il lui convient de faire de canots et d'hommes pour aller, lorsque le cas le requiert, dans les